



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Orléans

Service Loire et Bassin Loire-Bretagne  
Délégation de bassin Loire-Bretagne

## Mission d'appui technique de bassin 2 mai 2016

**Compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi)**

**Organisation sur l'axe Loire moyenne**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, en application des dispositions de l'article 57 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) :

- les communes sont compétentes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (Gemapi) ;
- **les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre se substituent à leurs communes membres pour l'exercice de cette compétence, et la mise en œuvre d'actions qui y sont liées, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement.**

Avant cette loi, le préfet coordonnateur de bassin, à la demande des représentants des collectivités territoriales, étudiait la possibilité de constituer un établissement public territorial de bassin et leur en rendait compte. Il délimitait, par arrêté et après avis du comité de bassin et des collectivités territoriales concernées, et, le cas échéant, de la commission locale de l'eau, le périmètre d'intervention de cet établissement public.

Avec la loi MAPTAM, le préfet coordonnateur de bassin a un pouvoir d'initiative plus important : dans le cadre de la révision du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage), il détermine les sous-bassins hydrographiques qui justifient la création ou la modification de périmètre d'un établissement public territorial de bassin (EPTB) ou d'un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE), nouvelle forme d'établissement public en charge du volet opérationnel des politiques de l'eau. En l'absence de proposition émise dans un délai de deux ans à compter de l'approbation du Sdage, donc d'ici fin 2017, le préfet coordonnateur de bassin est supposé engager la procédure de création d'un EPTB ou d'un EPAGE sur les sous-bassins hydrographiques qui le justifient. Quel que soit l'initiateur de la création d'un EPAGE ou d'un EPTB la procédure de reconnaissance des EPTB et des EPAGE est diligentée par le préfet coordonnateur de bassin.

.../...

À ce titre, le Sdage du bassin Loire-Bretagne identifie plusieurs territoires visés par cette nouvelle disposition du code de l'environnement, mais en modulant<sup>1</sup> la formulation de l'obligation issue de l'article 57 de la loi MAPTAM :

*« les collectivités territoriales sont invitées à proposer au préfet coordonnateur de bassin une organisation des maîtres d'ouvrage pour assurer la compétence Gemapi introduite par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, dans un délai de deux ans à compter de l'approbation du Sdage, notamment et plus particulièrement pour les territoires suivants :*

- les bassins versants des rivières côtières bretonnes
- le marais poitevin et les bassins versants qui y convergent
- **l'axe Loire moyenne**

*- des territoires orphelins en matière de maîtrise d'ouvrage pour la gestion des milieux aquatiques, pour lesquels existe un risque de non atteinte des objectifs environnementaux en matière d'hydro-morphologie et de continuité des cours d'eau »*

Pour l'axe de la Loire moyenne, **dont la question centrale est celle de l'organisation de la maîtrise d'ouvrage à terme sur les digues domaniales** (550 km, soit la majorité des digues les plus importantes en termes d'enjeux de sécurité, au regard de la population concernée, à l'échelle nationale), les modalités d'organisation de la réflexion des collectivités restent à définir.

Spontanément aucune collectivité ne s'est à ce stade proposée pour organiser la réflexion nécessaire à une proposition d'organisation, à l'échelle de l'axe de la Loire moyenne, des collectivités en charge de la compétence Gemapi (voire néanmoins l'initiative de l'établissement public Loire -EP Loire- exposée en E).

Aussi, l'État peut organiser la réflexion et ce avec deux objectifs :

- mettre en œuvre l'article 57 de la loi MAPTAM évoqué ci-dessus (disposition 12E-1 du Sdage) ;
- préparer la mise en œuvre de l'article 59 de la loi MAPTAM qui prévoit le transfert de gestion des digues gérées par l'État aux collectivités au plus tard le 28 janvier 2024.

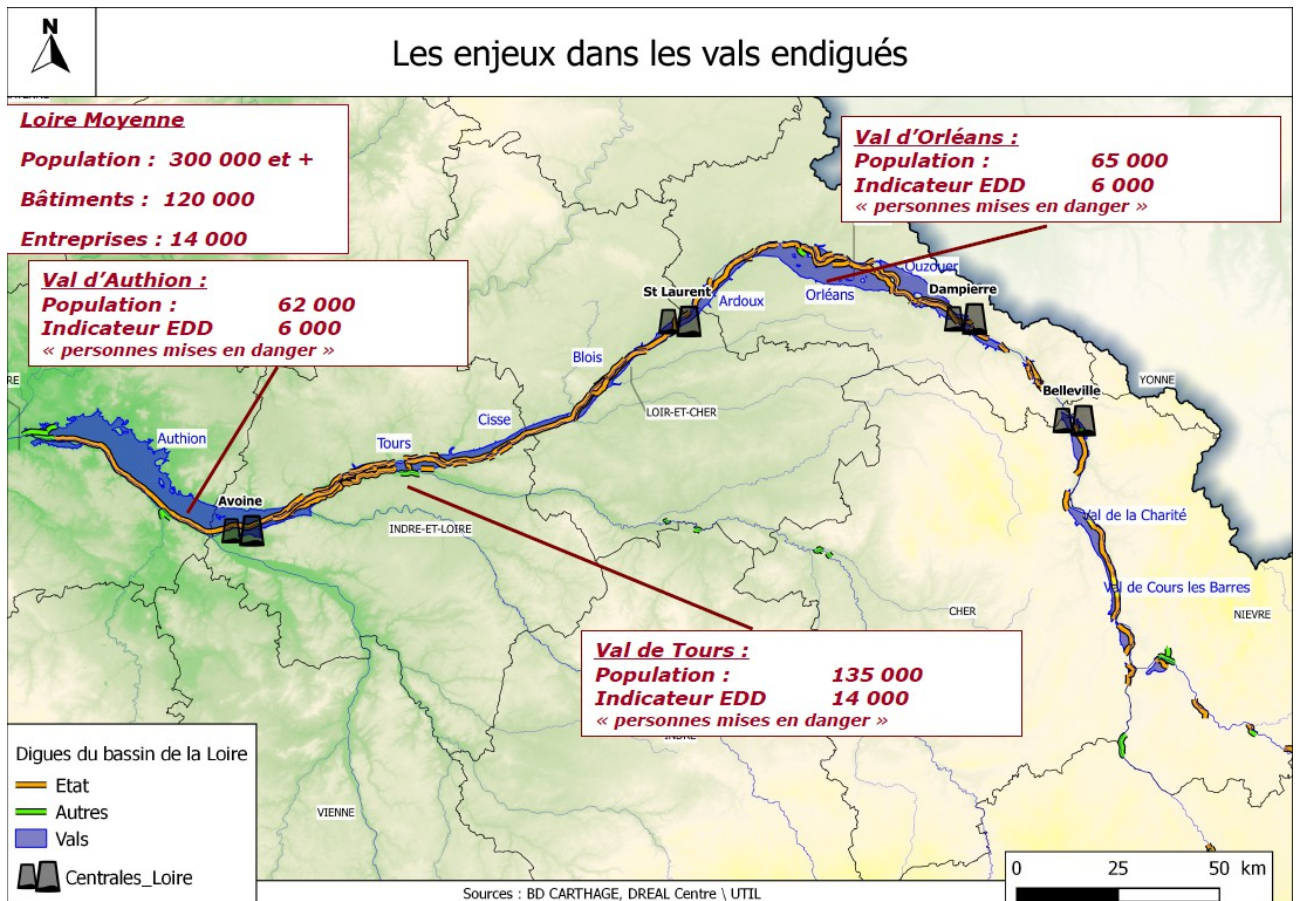
**Le préfet coordonnateur du Plan Loire pourra donc, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Loire grandeur nature IV, engager une démarche en ce sens.**

Ce qui suit développe une proposition d'organisation de cette démarche.

---

<sup>1</sup> Le Sdage est à la fois "plus souple" (invitation), et "moins souple" (car il vise l'organisation des maîtres d'ouvrage pour assurer la compétence Gemapi, de façon globale, et pas seulement les territoires nécessitant la mise en place d'EPTB et d'EPAGE)

## A- LE PÉRIMÈTRE DE RÉFLEXION



La question centrale retenue est celle des digues. À ce titre, le **périmètre pertinent**, si l'on prend en compte les relations entre vals, l'importance des systèmes d'endiguements et la domanialité, s'étendrait de l'Authion jusqu'au bec d'Allier, soit au total 46 vals et autant de systèmes d'endiguements, faisant l'objet de 30 études de danger.

Les digues domaniales du bassin de la Loire sont situées essentiellement en Loire moyenne, plus précisément entre le bec d'Allier (58) et Bouchemaine (49). Les autres secteurs peuvent être regardés indépendamment (Nevers, Roanne, Moulin, Vichy...) car plus isolés et moins interdépendants avec les autres systèmes d'endiguements. En aval de Bouchemaine les digues appartiennent à d'autres maîtres d'ouvrage. Ce périmètre est donc défini en tenant compte du niveau d'interdépendances entre vals.

L'état des lieux pourra s'étendre un peu au-delà de ce périmètre si besoin mais il est souhaitable que la démarche de concertation se concentre sur la partie « digues domaniales », celle-ci regardant déjà un nombre important d'acteurs.

Il prendra en compte le volet « gestion des milieux aquatiques » dont l'organisation doit être pensée en cohérence avec celle sur le volet « prévention des inondations ».

Il conviendra néanmoins que la démarche dans un premier temps reste centrée sur l'axe Loire, l'objectif, comme l'avait défini le comité de bassin lors de l'élaboration du Sdage, n'étant pas que la présente réflexion s'étende sur l'ensemble du bassin de la Loire.

## B- UN OU DES SCHÉMAS D'ORGANISATION DE LA COMPÉTENCE « GEMAPI » COHÉRENT POUR UNE REPRISE À TERME DES DIGUES DOMANIALES

Plusieurs scénarii contrastés d'organisation pourront être esquissés :

- chaque EPCI s'organise selon ses souhaits, sur le périmètre qu'il privilégie en découpant au besoin la compétence pour tenir compte des structures existantes notamment ;
- mise en place de syndicats mixtes (éventuellement d'EPAGE) à l'échelle des vals ou de groupements de vals
- transfert ou délégation à un syndicat mixte agissant à l'échelle de l'ensemble du système endigué de la Loire moyenne, éventuellement prolongé au-delà ;

Si la perspective de 2024 (transfert de gestion des digues domaniales) peut être dans les esprits, elle ne doit pas seule guider l'organisation de la compétence Gemapi sur l'axe Loire moyenne. Ce que vise à plus court terme la disposition 12E-1 du Sdage, c'est l'organisation à partir de 2018 des collectivités ; mais il conviendra que cette organisation permette, et autant que possible qu'elle facilite, le transfert de gestion des digues domaniales.

Les avantages et inconvénients des différents scénarii devront être analysés au travers de différents critères (structures existantes, cohérence hydrographique, optimisation des moyens, adéquation aux schémas cibles des SDCI...).

## **C- UNE GOUVERNANCE DE LA DÉMARCHE À ORGANISER**

### 1- Associer les collectivités

Les structures pertinentes à terme sont les EPCI à fiscalité propre. Il est préconisé de les privilégier dans la démarche.

Les syndicats existants des affluents de la Loire, actuels acteurs de la GEMAPI, devront en outre être conviés.

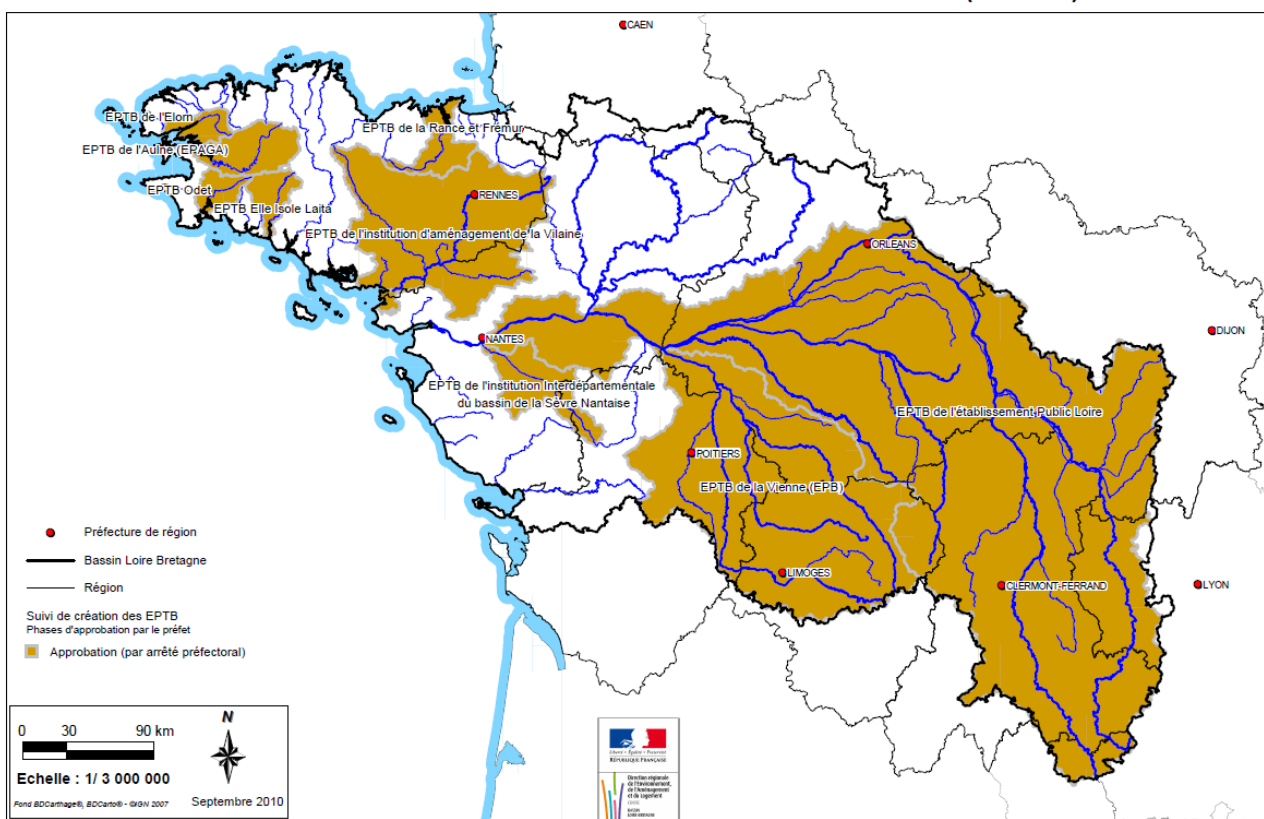
### **32 EPCI à fiscalité propre (22 à terme) et 25 syndicats seraient ainsi concernés.**

Les EPTB concernés seront bien entendus invités à participer à la démarche.

Une instance plénière les rassemblant autour du préfet coordonnateur du Plan Loire devra se réunir aux étapes clés de la démarche.

La possibilité d'associer quelques-uns d'entre eux, les plus moteurs, à des réunions techniques préparatoires pourra être soulevée.

## ETABLISSEMENTS PUBLICS TERRITORIAUX DE BASSIN (E.P.T.B)



**DREAL de Bassin Loire-Bretagne**

5, avenue Buffon - BP 6407 - 45064 Orléans Cedex 2 - Tél. : 02 36 17 41 41 - Télécopie : 02 36 17 41 01  
E-mail : dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr - Site Internet : www1.centre.ecologie.gouv.fr

### 2- Associer les services de l'État

L'articulation avec les schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) d'une part, la responsabilité des services de l'État gestionnaires actuels des digues d'autre part, impliquent nécessairement une association étroite et privilégiée des services des DDT au travers des réunions techniques préparatoires, et des préfets de département au sein de la commission administrative de bassin.

### 3- Proposition d'organisation

#### *3.1 Une instance plénière*

Autour du préfet, les élus des EPCI à fiscalité propre concernés, les présidents des syndicats (de rivière, SICALA, EPTB), les représentants des préfets (vraisemblablement les DDT) pourraient se réunir aux étapes clefs :

- lancement de la démarche ;
- présentation de l'état des lieux ;
- évocation de scénarii d'organisations.

#### *3.2- Un comité technique*

Rassemblant les DDT et les DREAL, les techniciens ou élus motivés, les EPTB, le comité technique contribuera à l'élaboration de l'état des lieux puis des scénarii.

#### *3.3- Un secrétariat technique*

La DREAL Centre Val de Loire assurera le secrétariat technique de la démarche.

## D- PLANNING PRÉVISIONNEL (À AFFINER)

- cette organisation a été validée en commission administrative de bassin, puis évoquée en mission d'appui technique de bassin le 2 mai 2016 ;
- **la réunion plénière** de lancement de la démarche se déroulera le 31 mai 2016 avec présentation :
  - des conséquences de la loi MAPTAM et du décret digues sur la gestion des digues notamment domaniales,
  - d'un premier état des lieux très succinct des structures existantes en matière de Gemapi (à construire d'ici là),
  - d'un état des lieux des systèmes d'endiguement (éventuellement en binôme avec l'EP Loire).

Une ou deux réunions techniques pour préparer un état des lieux complet et des premiers scénarii d'évolution à présenter **fin 2016 lors d'une deuxième séance plénière**.

- troisième séance plénière pour recueillir les avis des collectivités en 2017 et proposer une ou des cartes des futurs EPAGE et syndicats en réponse à la disposition 12E-1 du SDAGE. Ceci facilitera ensuite l'instruction des demandes éventuelles de labellisation EPAGE et l'évolution des SDCI pour le volet « syndicats mixtes GEMA/PI » autres qu'EPAGE .